

Le dialogue social victime de l'attentat contre les 35 heures

Le gouvernement, qui prône sa volonté de voir se développer le dialogue social dans notre pays, vient, tout simplement, de trahir ses engagements en portant un bien vilain coup à la position commune prise par les partenaires sociaux.

En effet, le « gentil » Xavier Bertrand nous l'a fait dans le style « enfoirés » (comme disait Coluche), en profitant du texte sur la rénovation du dialogue social pour porter cette attaque honteuse sur les 35 heures. Comble de l'hypocrisie, le très discrédité ministre du Travail explique avec aplomb qu'il avait prévenu les partenaires sociaux que s'il trouvait que le texte, à son goût, n'allait pas assez loin, il agirait. Par ailleurs, Nicolas Sarkozy, qui ne doit pas être complètement étranger à cette affaire, lui aussi jurait ses grands dieux, il y a encore quelques jours, qu'il n'était pas sur une logique de remise en cause de la durée légale du travail à 35 heures. Il s'inscrivait ainsi en contre des propos du toujours « très sympathique » (Saint Patrick) Devedjian, secrétaire général de l'UMP et accessoirement idéologue ultralibéral (ce terme l'agace!).

Un mauvais pas de danse

Ce pas de deux, suivi des propositions inacceptables du gouvernement sur les 35 heures, a après coup, une odeur de mauvaise mise en scène. De plus, cette attaque contre les 35 heures, le Medef l'a affirmé, ne correspond pas à sa demande et constitue, une nouvelle fois, un recul quant à la place faite aux partenaires sociaux dans l'hexagone. Côté patronal, seule la CGPME s'est félicitée de ce texte, mais vu l'ardeur avec laquelle un certain nombre de petites et moyennes entreprises avaient mis en place la RTT, cela n'étonnera personne. De même, les syndicats non signataires de la position

commune, se sont saisis du cadeau fait par le gouvernement afin de souligner le lien entre nouveau dialogue social et mise à bas des 35 heures, et demandent aux signataires de retirer leur engagement. C'est mesquin mais de bonne guerre!

La mobilisation face à l'agression

En tout cas, tant la **CFDT** que la CGT ne sont prêtes à digérer cette agression gouvernementale. Naturellement, nous demandons la modification du texte et le retour à la rédaction initiale. Le **17 juin 2008**, une puissante journée de mobilisations est programmée. L'amalgame que ne voulait pas faire la **CFDT** entre retraite, 35 heures et remise en cause globale de la politique gouvernementale devient, de fait, une réalité. Le gouvernement, au nom de son idéologie, vient de se tirer une vraie balle dans le pied, et, disons-le, le discrédit sur sa parole est réel. La **CFDT** ne se réjouit pas d'une confrontation qui prend une tournure politique, mais nous sommes résolus et déterminés. La bataille qui s'engage est celle de la défense du dialogue social, du contrat entre partenaires sociaux, de l'écoute et du respect face à l'arbitraire politicien. Une bataille au coeur de nos valeurs, au coeur de notre projet de société.



**Le mardi 17 juin
MOBILISONS-NOUS !**